

N°2024/083	<p style="text-align: center;"><b>ARRETE DU MAIRE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>MODIFICATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT</b></p> <p style="text-align: center;"><b>CHANTIER : RUE LOUIS DUMAS 8 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 1 A 7 BOULEVARD JACQUES AMYOT</b></p>
------------	--

Le Maire de la Ville de Vaujours,

VU la loi 82/213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi 83/8 du 7 janvier 1983, complétée par la loi 83/663 du 22 juillet 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-18 et suivants,

VU le code de la route,

VU le code de la voirie routière,

VU le décret n° 2005-1500 du 5 décembre 2005 portant application de l'article 18 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU l'arrêté préfectoral n°99-5493 du 30 décembre 1999 relatif à la lutte contre le bruit,

VU l'arrêté préfectoral n°00-5216 du 8 décembre 2000 abrogeant l'ordonnance générale du 1<sup>er</sup> juin 1969 du préfet de police de Paris, réglementant la circulation sur les voies ouvertes à la circulation publique à Paris et dans toutes les communes des départements périphériques,

**CONSIDERANT** que des travaux de raccordement et de finitions des canalisations rue Louis Dumas pour le compte de VEOLIA, réalisés au droit des 8 avenue du Général de Gaulle, 1 à 7 bd Jacques Amyot et toute la rue Louis Dumas, côté pair et impair, par la société VEOLIA, domiciliée 8 rue de la Plaine - 93160 NOISY-LE-GRAND, entraîneront une gêne de la circulation et du stationnement,

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'autorité territoriale investie du pouvoir de police de prendre toute mesure propre à assurer la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique,

**CONSIDERANT** qu'il convient de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour garantir la bonne exécution des travaux d'une part et la sécurité des usagers d'autre part,

**CONSIDERANT** qu'il importe d'accorder une dérogation à la société VEOLIA afin de pouvoir exécuter les travaux de jour de 8h à 17h (et les travaux de nuit de 21h à 5h, du 18 mars au 22 mars - arrêté 2024-084)

Mairie de Vaujours

20, rue Alexandre Boucher 93410 VAUJOURS  
Tél. : 01 48 61 96 75 Télécopie : 01 48 60 78 03  
contact@ville-vaujours.fr / www.vaujours.fr



## ARRETE

- Article 1 :** Du 11 mars au 31 mai 2024, la société VEOLIA est autorisée à travailler de jour de 8h à 17h (et de nuit du 18 au 22 mars de 21 à 6h – arrêté 2024-084).
- Article 2 :** De 8h à 17h, la route sera interdite au stationnement des véhicules au droit des 8 avenue du Général de Gaulle, des 1 à 7 boulevard Jacques Amyot et rue Louis Dumas, côté pair et impair
- Article 3 :** Durant les travaux, la circulation sera interdite sur la raquette de giration du « tourne à gauche » entre la rue du Général de Gaulle et le boulevard Jacques Amyot, face à l'étude notariale, vers la rue Louis Dumas.
- Article 4 :** La base de vie sera implantée chemin de Villepinte, entre les rues Louis Dumas et Montesquieu, et neutralisera 8 places de stationnement, sous peine d'enlèvement des véhicules.
- Article 5 :** La société devra informer les riverains concernés par l'interdiction de stationnement au minimum 48 heures à l'avance au moyen de panneaux de signalisation et affiches.
- Article 6 :** La signalisation aux présentes dispositions devra être conforme au livre 1 de l'instruction interministérielle de chantier sur la signalisation routière, sera apposée par les soins de l'entreprise chargée des travaux, qui devra accepter toutes modifications pouvant concourir à améliorer la sécurité et les conditions de circulation. La mise en place ainsi que la maintenance de la signalisation, tant horizontale que verticale, seront à la charge de l'entreprise qui devra par ailleurs **assurer la continuité de circulation des piétons de manière sécurisée.**
- Article 7 :** Le maître d'œuvre et l'entreprise chargés des travaux devront respecter les dispositions du Décret 2011-1241 du 5 Octobre 2011, ainsi que tous les textes qui l'ont modifié à la date des travaux.
- Article 8 :** Toute infraction au présent arrêté sera sanctionnée conformément à l'article R.417-10 du code de la route par une mise en fourrière.
- Article 9 :** L'arrêté doit être affiché par le pétitionnaire devant le chantier sur un support leur appartenant et non sur le mobilier urbain de la ville tels que candélabres, distributeurs de sacs, corbeilles de rues, bancs, abris et quais de bus, arbres, ...
- Article 10 :** La voirie doit rester propre et être nettoyée régulièrement sur toute sa largeur par la société chargée des travaux. Il est interdit, pour les éléments ramassés, de les pousser dans le caniveau ou jusqu'aux grilles ou avaloirs avoisinants. Tout le mobilier doit être rangé chaque soir.
- Article 11 :** Les services de police seront habilités à prendre toutes les dispositions nécessaires, complémentaires ou modificatives du présent arrêté pour garantir la sécurité du public et le bon déroulement des travaux.
- Article 12 :** Le Tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de sa réception en Préfecture de Seine-Saint-Denis ou de sa publication/notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale.
- Article 13 :** La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié au recueil des actes administratifs
- Notifié aux intéressé(e)s.
- Publié

Fait à Vaujours, le 27 février 2024



Le Maire,

Dominique BAILLY

Vice-président de Grand Paris - Grand Est